



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

L'austérité toujours et encore !

A peine le budget 2025 voté – avec déjà une baisse de 30 mds d'€ par rapport à l'année précédente –, le gouvernement nous remet le couvert pour 2026. C'est ce qui ressort de la conférence sur les finances publiques qui vient de se tenir. Cette fois la perspective est de réduire le déficit budgétaire de 40 mds avec l'objectif de le ramener à 4,6 % du PIB ! Bayrou a même évoqué un montant de 50 mds.

Les recettes annoncées par le pouvoir pour y parvenir ne sont pas une surprise : c'est essentiellement sur le levier des économies budgétaires qu'il compte agir. Alors que les perspectives économiques sont déjà moroses, il faut s'attendre à une nouvelle cure d'austérité toujours plus violente. Les classes populaires seront les premières à en subir le choc. On devine déjà quelles seront les cibles : coupes sombres dans les services publics essentiels, désindexation probable des retraites sur l'inflation ou augmentation de la CSG des retraités, menace d'une nouvelle réforme de l'Assurance chômage, raboutage des budgets des collectivités locales... Mais ce n'est pas tout puisque les moyens pourtant très faibles alloués à l'écologie et à la culture seront encore réduits, de même que ceux qui touchent aux mesures contre les violences sexistes et sexuelles ou à la protection de l'enfance ! « En même temps », ce gouvernement veut doubler les dépenses militaires pour les porter à 100 mds d'€ à l'horizon 2030 (3 % du PIB) !

Et tout ça bien sûr, sans toucher à la fiscalité des plus riches ! Dans leur rapport intitulé « la dette de l'injustice sociale », ATTAC, l'Observatoire de la Justice Fiscale et le CADTM montrent que depuis l'élection de Macron en 2017, les cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises représentent plus de 200 mds d'€. Avec les exonérations de cotisations sociales, ce sont plus de 300 mds de manque à gagner.

On ne le dira jamais assez : l'austérité, ça suffit, imposons un rapport de forces pour prendre l'argent là où il est vraiment !

Ukraine : l'auto-organisation résistante

Le 6 avril dernier, 279 habitants du village de Slavske [oblast de Lviv] se sont réunis pour voter démocratiquement la révocation des 20 élus du conseil municipal : « ils ne nous écoutent pas ! ». Quelques semaines plus tôt, le village enneigé de Drohobych fêtait sa victoire : il avait fait échec à la privatisation de son usine de sel. Plutôt que demander un statu quo et donc de laisser l'entreprise dans les mains de l'Etat-prédateur, l'usine de sel deviendra un bien communal. Reste la question de son mode de gestion dont discutera la population.



Plus récemment Artem Remizovskyi, membre du syndicat étudiant Priama Diia, a plaidé pour « pour le droit des étudiants à la gestion de l'université ». Ce syndicat a mis l'auto-organisation et le contrôle au cœur de sa stratégie. L'année dernière il a organisé une inspection des abris, endroits vitaux en cas

de bombardements. Les résultats de « visites de contrôle » ont été publiés et des améliorations demandées. Depuis 3 mois il se bat pour la réfection des dortoirs universitaires endommagés par les attaques russes. Dans une université de Kyiv, l'entreprise privée chargée des travaux travaille sous le contrôle du collectif étudiant. Face aux contre-réformes néo-libérales que subit le système de santé, déjà largement accablé par les bombardements russes, Oksana Slobodiana, présidente du syndicat de base du personnel soignant Soyev comme nous sommes, explique que face à la crise « le moyen le plus efficace est de créer des syndicats indépendants ... pour tout contrôler de l'intérieur... Ainsi, gérer et contrôler les hôpitaux est possible si nous commençons par faire élire le directeur par le personnel lui-même ».

A Lviv, indignées par leur réduction de salaires, des infirmières ont demandé l'ouverture des livres de compte de l'hôpital pour exercer un « contrôle infirmier ». Demande refusée, elles ont fondé un syndicat. Depuis le début de la guerre à grande échelle, l'auto-organisation est l'arme secrète de résistance du peuple ukrainien. Des centaines de collectifs sont nés pour assurer les besoins immédiats de la population face à un État défaillant (tant le domaine civil que militaire). Pour Yana, militante du groupe féministe Bilkis « la société ukrainienne est un exemple de la façon dont les gens peuvent s'organiser. Nous pensons que oui, la société civile peut faire (ou même fait) mieux que l'État à certains égards... cette société civile est la force politique qui peut et doit changer tout ce qui nous entoure. Cette expérience elle-même ne disparaîtra pas sans laisser de traces... elle changera les valeurs et les pratiques des gens »

Patrick Le Tréhondat

17 avril : journée internationale de soutien aux prisonnier.es palestinien.nes

Le système d'incarcération israélien est un pilier essentiel de la colonisation.

Aujourd'hui, le nombre de prisonnier.es politiques palestinien.es s'élève officiellement à près de 10 000 dont 400 enfants. De plus, 3 500 personnes sont maintenues en détention administrative en Israël au mépris du droit international. Et que dire des milliers de Gazaoui.es enlevées à Gaza, sans qu'Israël n'en donne aucune nouvelle et qui sont, comme les 3 500 détenu.es administratifs/ves, de véritables otages aux mains d'Israël ?

Les conditions de détention dans les prisons israéliennes - racontent avec courage des prisonnier.es libéré.es récemment - sont cruelles, indignes, inhumaines et dégradantes. Les prisonnier.es subissent quotidiennement abus, coups, pression psychologique, privations, humiliations, famine, torture, viols, isolement. Les visites sont interdites, et il est très difficile d'avoir un avocat. De plus, elles et ils n'ont pas droit aux soins médicaux, ce qui entraîne des maladies graves et contagieuses voire la mort.

Depuis le 7 octobre 2023, ces conditions se sont encore aggravées. C'est l'enfer!

Israël a arrêté 16 000 personnes depuis cette date, et 63 sont mortes de mauvais traitement ou faute de soins. Au nombre de 1 200, les enfants ne sont pas épargnés. Arrêtés parfois sans charges, jugés

par la justice militaire et souvent sans accès à un avocat, ces enfants sont soumis à des conditions de détention éprouvantes. Il y a plusieurs semaines, faute de soins et de nourriture, l'un d'eux est mort en détention, selon son rapport d'autopsie.

Au total, le nombre de prisonnier.es tué.es dans les geoles israéliennes depuis octobre 2023 s'élève à 63; les corps de 59 d'entre eux n'ont pas été rendus à leur famille. Israël colonise aussi ces corps. La détention de corps des prisonniers est une punition collective. L'un d'eux est retenu depuis 1980 ! Il s'agit de celui d'Anis Dawla, décédé pendant la grève de la prison israélienne de Nafha..

Assez, ça suffit!

ENSEMBLE! dénonce la guerre génocidaire menée par l'Etat colonial Israël, soutient les prisonnier.es politiques palestinien.nes, demande une intervention française spécifique sur la question des prisonnier.es et exige des sanctions contre Israël comme ce qui a été fait pour la Russie pour imposer le droit.



Une France à +4°C ?



4 degrés Celsius supplémentaires à l'horizon 2100, par rapport à l'heure préindustrielle ? Non, ce n'est pas le script le plus « pessimiste » envisagé, encore moins celui d'un film catastropho-wokiste, mais seulement le scénario « intermédiaire » qui sert de base au 3e Plan national

d'adaptation au changement climatique (Pnacc).

A la fin du siècle, la région parisienne pourrait connaître le climat actuel de Montpellier tandis que la moitié sud subirait celui de l'Andalousie.

La trajectoire actuelle est en effet de +3,1° en moyenne pour l'ensemble de la planète, sachant que l'Europe se réchauffe plus rapidement (déjà +1,8°) que le reste du monde (+1,3°). Qui plus est, le réchauffement ne sera pas uniforme, ni sur le temps, ni dans l'espace : Le sud-est du pays se réchauffera plus et plus rapidement que le nord-ouest ; ainsi, en été, le sud-est pourrait gagner 7° par rapport à la période de référence 1976-2005, tandis que le nord-ouest, et plus largement les côtes de l'atlantique, se « contenteraient » de +3 à +5° !

Côté précipitations, le cumul annuel devrait rester stable avec de plus fortes disparités : En hiver, les pluies devraient augmenter de 15 % à l'échelle du pays à la fin du siècle. La hausse atteindrait même + 45 % sur toute la moitié nord (sauf la Bretagne). En été, la baisse des précipitations atteindrait 20 % sur l'ensemble de la France, avec des sécheresses plus marquées dans le Sud-Ouest. Notre climat océanique se dégradera sous l'effet de l'éloignement du Gulf-Stream de nos côtes, avec des hivers plus froids et des étés plus chauds.

En juin, le Haut Conseil pour le climat jugeait les politiques françaises actuelles insuffisantes pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Qu'on en juge : le Pnacc propose 51 mesures, notamment une aide aux communes pour mieux lutter contre les inondations, la mise en place d'une stratégie nationale de défense des forêts contre le feu ou des diagnostics de vulnérabilité pour les agriculteurs ou les grandes entreprises gérant des infrastructures de transport et d'énergie. Ce ne sont pour la plupart que des mesures pour limiter les conséquences, mais rien pour s'attaquer aux causes. Le « a » de Pnacc signifie d'ailleurs « adaptation », comme si c'est la seule solution qui restait.

On le sait déjà, l'écologie est incompatible avec les intérêts privés.

Il faut donc en premier lieu socialiser sans délai, sous contrôle des syndicats et associations citoyennes, tout ce qui concerne l'énergie, des matières premières (extraction minière par exemple) jusqu'à la production et le transport. La production d'énergie doit également s'envisager à l'échelle mondiale, car 1,7 milliards d'êtres humains n'ont toujours pas accès à l'électricité sur la planète. Pour cela, il nous faut trouver d'autres manières de produire de l'énergie décarbonée en quantité conséquente. Celles-ci ne manquent pas (fusion nucléaire, hydrogène blanc, énergie hydrolienne...), mais sont encore pour beaucoup à l'état embryonnaire. **Seule la recherche scientifique, à condition d'y accorder le budget nécessaire et de ne pas accorder l'exploitation au privé, permettra de produire suffisamment d'énergie pour tous et toutes, et d'éviter des guerres pour les ressources.**

Plus généralement, afin que la survie des espèces humaines et animales ne devienne pas un marché comme un autre, la sortie du capitalisme est obligatoire. Et vite.

Sources : [le Monde](#)



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvnt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

